

MONDE

OBAMA relance de 787 milliards de dollars. Le plan signé marque selon lui le « début de la fin » de la pire crise connue par les Etats-Unis depuis 1929. Cela n'a pas convaincu les Bourses qui ont fortement chuté après l'annonce. Par ailleurs, 75 milliards de dollars vont être engagés par l'administration OBAMA pour aider les propriétaires immobiliers en difficulté dans le cadre d'un plan concernant entre 7 et 9 millions de familles. Le plan aidera ces foyers à éviter la saisie, un sort connu en 2008 par plus de 3 millions de ménages incapables de rembourser leurs prêts.

Hillary CLINTON négocie ses conditions de paix avec la Corée du Nord. La secrétaire d'Etat américaine propose en échange de la dénucléarisation de la Corée du Nord, une normalisation et un traité de paix.

Israël. Vers une coalition élargie. Tzipi LIVNI (centre) ne peut pas former de coalition, ne pouvant compter que sur son parti (28 députés). Les 11 députés des partis arabes et le Meretz (gauche laïque, 3 élus) refusent en effet d'être associés à Israël Beiteinou (extrême droite, 22 sièges). Quant à Benjamin NETANYAHU, chef du Likoud (27 sièges), il est soutenu par deux partis religieux ultra-nationalistes (7 députés), et les partis ultra-orthodoxes du Shass (11 députés) et de la Liste unifiée de la Torah (5 sièges), ainsi que par Israël Beiteinou, soit 65 députés. En effet, le chef de ce parti, Avigdor LIEBERMAN, a apporté son soutien au Likoud. Mais il a demandé la formation d'un gouvernement élargi, qui comprendrait le Kadima centriste de Tzipi LIVNI. « *NETANYAHU sera Premier ministre, mais ce sera un gouvernement BIBI-LIVNI ; je dis au Likoud de renoncer à former un gouvernement restreint.* »

1.416.453 million d'habitants dans la bande de Gaza. 718.711 hommes et 697.832 femmes. Recensement publié par le Bureau palestinien des statistiques. Lors du premier recensement à Gaza, réalisé en 1997, le nombre de Palestiniens du territoire s'élevait à 1.022.207, a précisé le bureau, soulignant que le taux de croissance annuel de la population était de 3,3%, dû à un très fort taux de natalité. 48,3% de la population est âgé de moins de 15 ans.

Début du procès du lanceur de chaussures. Le journaliste irakien Mountazer al-ZAÏDI risque 15 ans de prison pour avoir lancé ses chaussures sur George W. BUSH.

Arabie saoudite : large remaniement ministériel, une femme au pouvoir. Le roi Abdallah a nommé Noura Al-FAYEZ vice-ministre de l'éducation. A noter les changements à la tête de la puissante police religieuse, de la justice et de la Banque centrale.

Kosovo, un an après. Le premier anniversaire de l'auto-proclamation d'indépendance du Kosovo a été célébré dans la capitale Pristina. La Serbie, soutenue par la Russie, conteste toujours la légalité de cette indépendance, reconnue par 54 pays, dont les Etats-Unis et 22 Etats de l'Union européenne.

Envoi de renforts américain en Afghanistan. La Maison Blanche a annoncé que, dans les six prochains mois, seront envoyées deux brigades supplémentaires, l'une dans l'armée de terre, 9.000 soldats, ainsi que 8.000 Marines, soit 17.000 hommes au total.

Reprise des discussions entre Russes et Géorgiens à Genève sur la sécurité.

200 morts en Australie. Selon le dernier bilan des incendies dans le Sud-Est du pays.

EUROPE

Déficit public. La Commission européenne a engagé la procédure de déficits excessifs contre 6 pays. Dont la France.

L'Assemblée tchèque vote Lisbonne. A une courte majorité. Reste le vote du Sénat, puis la signature de l'euroseptique Président tchèque, Vaclav KLAUS.

Débat sur la crise au Parlement européen. Le Premier ministre tchèque Mirek TOPOLANEK, qui préside l'Union européenne, a de nouveau dénoncé les tendances protectionnistes et nationalistes en Europe, à moins de deux semaines du Conseil européen informel de l'Union. « *Sommes-nous vraiment dans le même bateau ? Ou avons-nous différents ponts ? Avons-nous un pont de 1^{ère} classe, de 2^{ème} classe et de 3^{ème} classe ?* », s'est demandé M. TOPOLANEK, en dénonçant ceux qui « *jettent de l'huile sur le feu sous la forme du protectionnisme* ».

OGM et transparence. La Cour européenne de justice a estimé que les pays européens avaient l'obligation d'informer leurs citoyens sur le lieu et l'importance des essais de cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM) en raison de leurs conséquences pour l'environnement. L'arrêt répond à une plainte déposée par un citoyen français contre sa commune, qui avait refusé de lui communiquer la fiche d'implantation et la localisation des essais de disséminations d'OGM, car cela « *porterait atteinte au secret de la vie privée et à la sécurité des exploitants concernés* ».

Erasmus pour Jeunes entrepreneurs. Nouveau programme d'échanges a été lancé. Objectif : permettre aux créateurs d'entreprises ayant démarré leur activité depuis moins de 3 ans, de passer entre 1 à 6 mois auprès d'un entrepreneur plus expérimenté d'un autre pays de l'Union, en percevant une contribution financière de l'UE. www.erasmus-entrepreneurs.eu

Sardaigne : victoire du parti de BERLUSCONI, démission de VELTRONI. Le dirigeant de la gauche italienne a annoncé son retrait après cette nouvelle défaite électorale.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Douch devant ses juges. L'ancien tortionnaire en chef du régime des Khmers rouges, KAING GUEK Eav, comparaît devant un tribunal cambodgien parrainé par l'ONU. Plus de 1,7 million de personnes ont péri sous Pol Pot, de 1975 à 1979, soit un Cambodgien sur quatre. Douch, lui, dirigeait le centre d'interrogatoires de Tuol Sleng (S-21), au cœur de Phnom Penh, où plus de 15.000 personnes ont été torturées.

Madagascar : l'installation des ministres par le maire destitué, Andry RAJOELINA, a échoué.

Japon : démission du ministre des finances japonais.

CDI pour CHAVEZ ? Le président du Venezuela a remporté, avec 54,36% des voix, le référendum qui posait la question du maintien de la limitation de mandat.

Promotion des droits de l'Homme en Argentine. L'Ecole de mécanique de la Marine argentine (ESMA), symbole de la répression sous la dictature (1976-1983), va héberger le premier centre mondial de promotion des droits de l'Homme, a le directeur de l'Unesco. 3.000 à 4.000 personnes y furent torturées puis exécutées.

Besame mucho. Mexico a battu le record du monde des baisers : plus de 40.000 amoureux se sont embrassés simultanément sur la place centrale. Londres détenait le record avec 32.000 personnes.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Les mesures annoncées par le Président : 2,6 milliards d'euros sur la table.

- **Emploi.** « *Jusqu'à 800 millions* » d'euros supplémentaires pour financer la moitié d'un « *fonds d'investissement social* », créé pour deux ans et doté au total de 2,5 à 3 milliards d'euros.
- **Chômage partiel.** L'Etat « *encourage* » les branches et les entreprises à porter de 60% à 75% du salaire brut, l'indemnisation du chômage partiel, via des conventions ad hoc conclues avec l'Etat. Demande aux banques de permettre aux salariés au chômage partiel de bénéficier d'une modulation de leurs échéances pour le remboursement de leurs emprunts immobiliers.
- **Impôt sur le revenu.** Suppression des deux derniers tiers provisionnels d'impôt sur le revenu restant à acquitter sur les revenus 2008 pour les quatre millions de contribuables de la première tranche (revenus situés entre 5.852 euros et 11.673 euros). Coût 800 millions d'euros.
- **Allocations familiales.** Versement en juin d'une prime de 150 euros pour les trois millions de familles modestes ayant des enfants scolarisés de plus de 6 ans coût total de 450 millions d'euros.
- **Salariés précaires.** Prime exceptionnelle de 500 euros, pour « *les salariés pouvant justifier entre deux et quatre mois de travail* » sur les 28 derniers mois. Coût 117 millions d'euros.
- **Jeunes.** Nicolas SARKOZY a évoqué « *des efforts ciblés de formation* » pour les jeunes sans qualification et le développement des formules d'alternance emploi-formation.
- **Suivi de la crise.** Un « *comité d'évaluation et de suivi de la crise et des politiques économiques et sociales* » sera créé, réunissant l'Etat et les partenaires sociaux.

Les réactions. La somme affectée a été jugée « *insuffisante* » par les syndicats, déçus notamment de l'absence de mesures sur les salaires. Ils se sont montrés décidés au sortir de la réunion à « *maintenir la pression* » sur le gouvernement, notamment par la journée d'action prévue le 19 mars. Laurence PARISOT, présidente du Medef, s'est dite opposée à des discussions « *au niveau national* » entre patronat et syndicats sur le partage des profits entre les entreprises et leurs salariés. Pour Benoît HAMON, Porte-Parole du PS, « *Le chef de l'Etat a distribué les restes du banquet des banquiers, il s'est contenté de faire l'aumône aux plus fragiles* ». Martine Aubry, première secrétaire du PS estime que « *Les annonces qui ont été faites ne sont pas à la hauteur des difficultés auxquelles la France et les Français sont confrontés : 2,5 milliards d'euros sont injectés dans le pouvoir d'achat alors qu'il en faudrait dix fois plus pour éviter le plongeon de l'économie française* ». A l'inverse, pour Jean-François COPE, Président du Groupe UMP à l'Assemblée nationale, « *Il a entendu les inquiétudes des Français les plus modestes et il y a répondu par des mesures exceptionnelles, à la fois concrètes et ciblées tout en réaffirmant la nécessité de poursuivre les réformes.* »

Antilles : Nicolas SARKOZY reçoit, François FILLON se rapproche, le LKP calme. Un syndicaliste a été tué par balle, par « *des délinquants* » selon le Premier ministre, alors que les violences armées se multiplient, poussant le dirigeant du LKP, Elie DOMOTA, à appeler au calme. Michèle ALLIOT-MARIE, Ministre de l'Intérieur, a organisé une réunion, qui sera quotidienne, « *pour la sécurité aux Antilles* ». En Martinique, un accord a été trouvé sur la baisse des prix de certains produits de première nécessité. Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Yves JEGO, a annoncé que les « *nouvelles mesures* » pour la Guadeloupe en 2009 s'élèveront à 87,8 millions d'euros. Quant à François FILLON, il met sur la table une proposition permettant une aide aux bas salaires « *proche des 200 euros* » réclamés par le LKP. Le Président de la République devait recevoir une vingtaine d'élus d'outre-mer en présence d'une partie du gouvernement. Il devait s'exprimer ensuite sur RFO.

Responsabilité du gouvernement sur l'OTAN ? Le Premier ministre François FILLON a déclaré devant les députés UMP qui réclamaient un vote à la suite du débat qui devrait être organisé au Parlement sur le retour de la France au sein du commandement intégré de l'OTAN que, si tel devait être le cas (une option qu'il ne privilégie pas pour l'heure), il engagerait la responsabilité de son gouvernement. Ce retour de la France dans la structure militaire alliée, dont elle est absente depuis 1966 sur décision du Général de Gaulle, devrait être officialisé lors des cérémonies du 60^{ème} anniversaire de l'OTAN les 3 et 4 avril à Strasbourg et Kehl.

ADN éthique ? Le ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, Eric BESSON, s'est interrogé sur l'utilité des tests ADN pour déterminer la filiation des candidats au regroupement familial, dans une interview diffusée par TV5 Monde. M. BESSON avait affirmé la semaine dernière qu'il signerait d'ici « *deux mois* » le décret d'application permettant la mise en œuvre de ces tests ADN, quand il aurait « *la conviction absolue que tout a été fait sur le plan éthique* ».

Polynésie : Gaston FLOSSE condamné pour détournement de fonds publics. 1 an de prison avec sursis, 18.000 euros d'amende et un an d'inéligibilité dans un affaire de frais de bouche de 2004.

PS : début de réconciliation. La 1^{ère} secrétaire du PS, Martine AUBRY, a rencontré des proches de Ségolène ROYAL. Les deux parties ont convenu d'une entrée dans la direction des partisans de Mme ROYAL, à des postes qui restent toutefois encore à déterminer, ainsi que d'une participation active de ces derniers à la campagne du PS pour les européennes de juin prochain.

Européennes 2009. Sondage Ifop-Match.

L'UMP est en tête des intentions de vote avec 26%, devant le PS à 23% et le MoDem à 14,5%. Pour l'Ifop, le PS n'apparaît pas menacé par une gauche radicale divisée, dont les intentions de vote totalisent 16% (9% pour le NPA, 4% pour la liste PCF/Parti de gauche et 3% pour LO). Les Verts recueillent 7% des intentions de vote (contre 11% en décembre). A droite, les listes de Philippe de VILLIERS et de Debout la République (DLR) de Nicolas DUPONT-AIGNAN gagnent un point, avec respectivement 5 et 2%. Le FN de Jean-Marie Le PEN cède un point à 6%.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Unanimité sur la fin de vie. Adoption d'une proposition de loi cosignée par la droite et la gauche, créant une allocation journalière de 49 euros, mais limitée à trois semaines, qui permet à un proche d'accompagner à domicile une personne en fin de vie. Ce texte, débattu dans le cadre d'une niche UMP, reprend une des mesures-phares de la mission d'évaluation de la loi LEONETTI sur le droit des

malades et la fin de vie, dont le rapport a été remis en décembre au Premier ministre François FILLON. Le coût annuel de la mesure devrait être de 20 millions d'euros.

Le Règlement intérieur fait les comptes. L'opposition disposera, à compter du 3 mars, du même temps de parole que la majorité lors des questions au gouvernement. Dorénavant, la droite pourra en poser 15 (+ 1) et la gauche autant (+ 5). Pour permettre l'augmentation du nombre des questions, celles-ci ont été raccourcies : les questions des députés et les réponses des ministres passeront de 2 minutes 30 à 2 minutes chacune. Le temps de questions dévolu à l'opposition passera donc de 25 à 30 minutes et celui accordé à la majorité sera diminué de 35 à 30 minutes.

Sénat

Travail législatif. Adoption conforme de l'article 13 du projet de loi organique, qui prévoit la possibilité pour les règlements des assemblées d'instaurer un « temps global » de débat sur certains textes, au-delà duquel les amendements seraient votés sans discussion. Les sénateurs de l'opposition ont de nouveau dénoncé ce qu'ils considèrent comme une atteinte au droit d'amendement, « *garanti individuellement à tout parlementaire par la Constitution* ». Le gouvernement et le rapporteur (UMP) de la Commission des lois Jean-Jacques HYEST ont rappelé que le Sénat ne s'appropriait pas à instaurer le « *temps global* » dans son règlement, mais qu'il ne lui appartenait pas de priver l'Assemblée d'une telle possibilité.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Convention entre la France et l'Organisation internationale de la francophonie relative à la mise à disposition de locaux pour installer la Maison de la francophonie à Paris. Objectif : favoriser le regroupement sur un site unique, avenue Bosquet à Paris, de l'ensemble des institutions multilatérales de la francophonie, dont le siège est à Paris, en particulier l'Organisation internationale de la Francophonie (O.I.F.), ses opérateurs, et l'Assemblée parlementaire consultative de la francophonie. L'installation de ces institutions sur un site unique, au cœur de Paris, favorisera le rayonnement de la francophonie et le travail en commun de ses opérateurs. L'ouverture de cette nouvelle maison est prévue en mars 2010.

Décrets. Création d'un conseil interministériel à l'Outre-mer. Sous l'autorité du Président de la République, il réunira périodiquement les membres du Gouvernement concernés par la mise en œuvre des politiques publiques menées outre-mer. Il pourra faire appel à toute personnalité qualifiée susceptible d'éclairer ses travaux. **Attributions du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et du ministre du logement.** « *Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville met en œuvre la politique en faveur des quartiers en difficulté. Il a la charge de la politique de rénovation urbaine. Le ministre du logement prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement en matière de logement, de construction et de lutte contre la précarité et l'exclusion. Il est chargé de la politique de réhabilitation et d'amélioration de l'habitat dans les quartiers anciens dégradés* ».

Communications. La politique en faveur des personnes handicapées. / L'action du Gouvernement dans les secteurs agricole et forestier à la suite de la tempête Klaus. / Les conclusions des entretiens de Valois et les nouvelles orientations du spectacle vivant.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Salariés. L'économie française a détruit plus d'emplois qu'elle n'en a créés en 2008. Confirmation du retournement du marché du travail provoqué par la contraction de l'activité. L'emploi salarié dans le secteur concurrentiel a reculé de 0,6% au quatrième trimestre 2008 (-88.700 postes) et de 0,7% sur l'ensemble de 2008 (-115.300), atteignant 15,9 millions de salariés.

Nouvelle fraude à la texane. 9,2 milliards de dollars. Ce serait le montant d'une fraude, révélée par les autorités boursières américaines, mettant en cause des sociétés liées au financier texan Robert Allen STANFORD. Elles sont soupçonnées d'avoir falsifié la rentabilité de titres boursiers pour 8 milliards de dollars, mais aussi d'une fraude annexe de 1,2 milliard.

General Motor et Chrysler veulent de nouvelles aides. Les constructeurs automobiles américains demandent 35 milliards de dollars à l'Etat fédéral. GM supprimera 47.000 postes en 2009.

La Russie a enregistré 300.000 chômeurs de plus en janvier, portant à 6,1 millions le nombre total des demandeurs d'emplois.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

11 députés pour les Français de l'étranger. Le Secrétaire d'Etat Alain MARLEIX, chargé du redécoupage des circonscriptions législatives et de la création des députés représentant les Français de l'étranger, a confirmé qu'il y en aurait autour de 11. Il a précisé que le redécoupage de l'ensemble de la carte électorale française était basé sur les chiffres du dernier recensement disponibles, par département. Ce sont ceux de 2006. Au 31 décembre 2006, il y avait 1.268.000 Français inscrits au registre. L'application de la méthode de répartition par tranche – 1 député tous les 125.000 habitants – donne donc 11 députés. S'agissant de la répartition géographique, rien est encore définitif, mais il semblerait qu'on se dirige vers :

- 5 circonscriptions en Europe ;
- 3 circonscriptions en Afrique, comprenant une partie du Proche et Moyen Orient ;
- 2 circonscriptions en Amérique ;
- 1 circonscription en Asie-Océanie.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Contact. Deux sous-marins nucléaires, français et britanniques, « *sont entrés en contact brièvement* » en février, lors de patrouilles de routine dans l'océan Atlantique. Il n'y a aucun blessé.

Réparation. Le Conseil d'Etat a réaffirmé la responsabilité et la faute de l'Etat français dans les déportations de la 2nde guerre mondiale, mais estime que les réparations ont déjà eu lieu – autant que possible – à travers les différentes mesures prises depuis, tant sur le plan indemnitaire que symbolique : la reconnaissance solennelle du préjudice subi, l'imprescriptibilité des crimes commis, la déclaration faite par le Président de la République lors de la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv...

AdP baisse. Le trafic a diminué de 7,8% en janvier. Roissy a accueilli 4,1 millions de passagers (-5%) et Orly 1,8 million de passagers (-10,7%). Le trafic en France (hors DOM-TOM) a diminué de 12,4%. Vers l'Europe, il a reculé de 9,5% notamment vers la Grande-Bretagne et l'Irlande (-7,3%).

Ryanair : high coast. La compagnie irlandaise à bas coûts veut faire payer 30 euros les sacs de duty free en cabine. Ryanair applique la gratuité à un seul bagage cabine d'un poids inférieur à 10 kilos par passager : même les sacs à main ou les ordinateurs portables sont taxés.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Slate.fr, nouveau site d'info gratuit. Lancé par l'ancien président du directoire du groupe Le Monde, Jean-Marie COLOMBANI, c'est la version française du site pionnier américain d'analyses et de commentaires fondé en 1996. <http://www.slate.fr/>

Un chargeur universel pour téléphones mobiles ? 17 constructeurs et opérateurs mobiles se sont engagés à y travailler ensemble. « *L'objectif est que la majorité des téléphones mobiles vendus en 2012 soient compatibles avec ce chargeur universel* », a expliqué Michael O'HARA, de l'association des opérateurs mobiles GSM, à l'origine de cette initiative. Ce chargeur devrait également réduire la consommation d'énergie de 50%.

CARNET

Distinction

Contingents - Décret du président de la République. Pour les 3 prochaines années, augmentation du contingent pour les anciens combattants médaillés militaires. Par ailleurs, 3.980 Légions d'honneur à titre civil ou militaire sont prévues annuellement, 5.200 pour le Mérite à titre civil et militaire et 3.500 pour la Médaille militaire. Enfin, pour les étrangers, le contingent s'élève à 380 médailles de la Légion d'honneur et 435 pour le Mérite.

Nominations

Catherine MARCADIÉ, conseillère auprès de Valérie LETARD, secrétaire d'Etat chargée de la solidarité, sera nommée conseillère pour les affaires sociales près l'ambassade de France à Rome.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr